

---

## CE QUE PROPOSE LE GOUVERNEMENT VIA LES NEGOCIATIONS CONVENTIONNELLES

---

Evolution de la tarification :

**RATTRAPAGE** de l'inflation (30€) sans **AUCUNE REVALORISATION**, et **CONDITIONNEE** par des contre-parties (augmentation de la patientèle, augmentation du temps de travail...)

### DONC

Obliger les médecins à faire un choix :

- **Diminuer le temps de consultation** (car plus de patients, journée de 24h inextensibles)
- **Pérennité incertaine des cabinets médicaux** : si les médecins priorisent un temps de consultation correct (augmentation charges dues à l'inflation non compensées par l'augmentation de la consultation)
- Augmenter toujours plus le temps de travail : **Risque d'épuisement professionnel**

Face à l'échec de ces « négociations », le ministre de la santé a jugé les médecins d'« **IRRESPONSABLES**»

---

## CE QUE DEMANDE « MEDECINS POUR DEMAIN »

(en plus d'une diminution de la charge administrative et de la disparition de certains forfaits non liés aux soins)

---

Une **REVALORISATION** du tarif de la consultation **REMBOURSEE**

-> Attractivité de la profession

-> Investissement matériel et humain

### CONSEQUENCES

- Plus de médecins installés / pérennité des cabinets médicaux installés
- **Moins de patients sans médecin référent**, sans épuiser les médecins s'investissant déjà « au-delà du raisonnable » (54h / semaine en moyenne)
- **RDV plus rapides**, moins de risque de perte de chance ou de complication

### EN BREF, UNE MEDECINE DE QUALITE REMBOURSEE

**Refusée en bloc par le gouvernement qui considère cette approche comme un « chèque en blanc » à des médecins « irresponsables »**

---

## RISQUE D'EVOLUTION EN CAS DE BLOCAGE DURABLE DES DISCUSSIONS

---

1. **Départ des médecins libéraux**, faute de pouvoir gérer leur cabinet (Augmentation des charges dues à l'inflation, recettes identiques)  
→ **baisse de l'offre de soins**
2. **Salariat des médecins**  
Bien loin des 54 h / semaine des libéraux  
→ **baisse de l'offre de soins**
3. **Baisse de la qualité des soins**  
L'augmentation de la cadence de consultation nécessaire à la survie financière des cabinets entrainera une perte de sens  
→ Diminution de l'investissement du médecin (burn-out)  
→ **Diminution de la qualité d'écoute** (pré-requis indispensable à toute médecine de qualité)
4. **Déconventionnement**  
Liberté pour le médecin de fixer ses tarifs et ses conditions d'exercice. **Remboursement minime** par la sécurité sociale à 0,61 € alors que vous avez cotisé et que vous consultez un médecin diplômé d'état...  
**Médecine de qualité mais NON REMBOURSEE**